

## Le prolétariat italien et le mouvement fasciste<sup>1</sup>

La situation qui, depuis quelques mois, s'est établie en Italie dans le domaine de la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat, a en soi quelque chose de caractéristique et de spécial, repose sur des éléments originaux, est le résultat d'un jeu de forces qui ne s'était encore pas montré dans les autres pays et parmi les autres peuples. C'est pourquoi il est utile et sage que les vicissitudes et les épreuves du prolétariat italien soient attentivement observées par tous les camarades : il pourrait se faire que, dans leur pays aussi, il se crée des forces semblables qui, se conjuguant de la même façon, aboutissent à créer une situation identique. La chose, d'ailleurs, est à éviter par tous les moyens.

La fin de la guerre européenne équivalait pour les ouvriers italiens à l'engagement d'une lutte extrêmement ardente contre leur bourgeoisie capitaliste. Les charges et les épreuves imposées par la guerre, les souffrances et les anxiétés contenues pendant cinq années s'étaient changées en un stimulant, en une incitation à l'action. Les ouvriers et les paysans d'Italie, en pénétrant par centaines de milliers dans les syndicats et par dizaines de milliers dans le Parti socialiste, ne manifestaient qu'une seule volonté : celle de submerger dans leur élan tous les obstacles afin d'obtenir les plus hautes conquêtes.

En face d'un prolétariat aussi excité à la lutte se groupait une bourgeoisie en grande partie nouvelle et non organisée ; une industrie éprouvée par un développement anormal et rapide sous l'aiguillon des nécessités de guerre, n'ayant pour appui aucune richesse financière, aucune disponibilité de matières premières en proportion ; un Etat qui, quoique victorieux, était sorti de l'effort de la guerre avec des rouages désorganisés, désaxés, réduits à la misère, sans pouvoir et sans autorité.

Il ne pouvait y avoir aucun doute sur le résultat d'un duel entre deux adversaires semblables. Pour le prolétariat, ce fut donc une avance continue, d'abord lente, ensuite plus rapide, enfin foudroyante. Les conquêtes économiques et les conquêtes morales se succédaient de jour en jour. La bourgeoisie, au contraire, après quelques velléités de défense, abandonna toute espérance du salut et se soumit à ce qu'elle considérait elle-même comme le terrible tribut imposé par l'histoire aux responsables de la guerre. On en vint à ce point que les combats furent quelque chose de superflu. Pour obtenir, il devint suffisant de demander.

Le gouvernement de l'Etat et les Comités directeurs du Parti Socialiste et de la Confédération Générale du Travail traitaient entre eux de puissance à puissance. Le patron de l'usine et la « Commission Intérieure » se contestaient le droit de diriger la vie de l'entreprise, et presque toujours c'était l'autorité patronale qui pliait.

Voici quelques exemples :

La Commission socialiste partit pour la Russie en juin 1920, avec deux wagons spéciaux et presque tous les honneurs d'une légation diplomatique.

Pendant les troubles suscités par la cherté de la vie, les négociants portaient par milliers les clés de leurs boutiques dans les Bourses du Travail, comme à l'unique organisme effectif de pouvoir et d'autorité qui fonctionnât encore dans la ville.

Une seule menace de la direction du Parti fut suffisante pour faire abandonner dès le début l'aventure impérialiste d'Albanie, dans laquelle les cliques impérialistes avaient lancé l'armée italienne :

Elections politiques de 1919 : 1 561 députés socialistes. Elections administratives de 1920 : 2 500 communistes, qui levèrent le drapeau rouge.

Enfin, en septembre 1920, le prolétariat, dans sa partie la plus consciente et la plus capable, les ouvriers métallurgistes, porta à la bourgeoisie un coup plus audacieux et gros de conséquences. Avec l'occupation de plus de 1 500 fabriques, c'est-à-dire de toute la grande industrie italienne, c'était véritablement le cœur de la société capitaliste qui était visé, c'était le principe de la propriété privée, intangible, inviolable, sacro-saint, qui était touché et lésé.

Il y a, dans la réalité historique, des moments décisifs dans lesquels les forces intérieures qui la forment et qui la meuvent n'ont plus en elles-mêmes la capacité de résoudre les situations qu'elles ont créées. Dans ces moments, c'est la volonté des hommes qui intervient ou bien qui doit intervenir pour diriger les événements dans les voies nouvelles, vers les destins nouveaux. C'est précisément la fonction des partis politiques d'organiser les volontés des hommes unis en un seul consentement et en une seule aspiration, à l'effet d'étudier et de suivre de près les moments successifs de l'histoire et d'intervenir avec tout le poids coordonné de leurs propres forces et de leur propre décision, dans ces instants fatals.

L'occupation des fabriques, accompagnée dans beaucoup de parties de l'Italie de l'invasion des domaines fonciers, fut véritablement un de ces moments dans lesquels la capacité des partis politiques et la préparation des classes sont mises à l'épreuve. Et le moment fut tragique et douloureux pour le prolétariat.

Le Parti socialiste, en face de la nécessité terrible de l'action, recula. L'épouvante devant la mêlée, devant la bataille vraie, bataille non plus de paroles ou de pensée ou d'habiles escarmouches dialectiques, mais d'hommes forts, courageux, armés, violents, glaça le sang des plus remuants et des plus bruyants démagogues. Et tandis que le

---

<sup>1</sup> Source : numéro 31 du *Bulletin communiste* (deuxième année), 28 juillet 1921.

prolétariat, sans autres armes que la volonté d'agir et quelques fusils, attendait, enformé dans les fabriques, le signal et l'ordre d'agir, les chefs marchandaient la reddition dans les cabinets des gouvernants.

L'inaction prolétarienne dans cette conjoncture critique fut le signal du début de la contre-attaque bourgeoise.

— C'était donc que derrière cette redoutable menace des ouvriers il n'y avait en réalité qu'incapacité et inertie. C'était donc que cette fameuse révolution était réfrénée par ceux-là mêmes qui l'avaient proclamée ?

— Et par conséquent on pouvait tout oser maintenant.

La bourgeoisie italienne a osé. Elle a enseigné à son prolétariat, au prix de son sang et de ses souffrances, qu'il y a une seule loi qui domine les faits dans les moments décisifs de l'histoire : la loi de la violence.

En effet il était advenu ceci : les lois, les codes, les règlements, avaient perdu toute capacité de défense pour la classe bourgeoise. Dépassés par les événements, ils étaient comme des armes émoussées, comme des chaînes brisées entre les mains des dirigeants : la vie sociale se déroulait désormais hors de leurs prescriptions traditionnelles harmonieusement agencées et chaque jour voyait des rapports nouveaux et de nouvelles relations réciproques entre les hommes surgir, se développer et disparaître. C'est seulement sur le terrain de l'illégalité qu'il était possible de vaincre. Et la bourgeoisie italienne transporta entièrement sa puissance et son action hors de la limite de l'enceinte bien construite des lois. Au-dessus de ces lois, il y eut le combat, l'arme décisive, la violence.

Le fascisme ne représente pour l'instant rien d'autre qu'un organe défensif et armé de la bourgeoisie italienne.

Les organisations analogues de forces armées blanches qui se sont constituées dans les autres pays d'Europe sont d'un autre caractère et découlent d'une autre origine. Elles sont sorties les unes après les autres des attaques armées du prolétariat. Elles représentent la réaction en face de l'action ouvrière. Il en est ainsi en Hongrie en Allemagne, en Finlande. Dans ces pays, ce fut le prolétariat qui brisa les hésitations et qui attaqua l'Etat et les classes en possession du pouvoir : la décision, la volonté d'agir, était venue des ouvriers, et ce furent eux qui entraînèrent la bourgeoisie à la lutte ouverte et armée.

En Italie, devant l'éclipse subite du parti socialiste, ce fut la classe bourgeoise qui déclencha l'attaque.

Le fascisme descendit dans l'arène en parfait attirail de combat. Les journaux fascistes commencèrent la publication de bulletins de guerre dans le style et dans la forme des bulletins grandiloquents des Cadorna<sup>2</sup>, des Joffre<sup>3</sup> et des Hindenburg<sup>4</sup>. Des sections entières d'automobilistes furent équipées pour le déplacement rapide des bandes groupées en divisions, avec casques, fusils et mitrailleuses. Les autorités gouvernementales furent larges dans leur distribution d'armes, de munitions, d'asiles, de garanties et d'immunité...

La masse laborieuse, ainsi assaillie au moment où elle était le moins préparée, au moment où la plus grande confusion régnait dans son parti de classe, ne reçut jamais un coup aussi terrible.

Sans rencontrer d'obstacle, les fascistes purent incendier et détruire des centaines de maisons du peuple, d'habitations ouvrières, frapper et tuer des milliers d'ouvriers, disperser à main armée plus de 50 municipalités socialistes.

Les organisations syndicales et politiques du prolétariat ressentirent un grave dommage de cette action armée de la bourgeoisie : on peut dire aujourd'hui que la bourgeoisie conquit ainsi, dans le processus d'épuisement que subit la classe, un instant de répit.

C'est seulement depuis peu de mois qu'a commencé à se faire sentir dans les faits de la vie italienne l'action du Parti communiste avec sa tactique de représailles violentes contre la terreur fasciste. Mais aujourd'hui la situation prédominante que possédait le prolétariat l'année passée a disparu (elle sera sans doute rétablie rapidement), et la lutte violente des masses ouvrières ne peut plus dénouer la situation décisive qui s'est résolue provisoirement en faveur de la bourgeoisie.

Il y a en Europe des pays dans lesquels se reproduit la situation italienne de ces derniers temps : un prolétariat fort, belliqueux, menaçant, organisé, avec de grands partis de masses, une bourgeoisie épuisée, dévoyée par les crises politiques et économiques, épouvantée, en pleine retraite.

La fortune de la révolution prolétarienne dans ces pays est confiée en grande partie à l'esprit de décision et à la capacité d'initiative des communistes de ces pays, à la clarté de leur discernement, à leur capacité d'accepter sans panique et sans précipitation toutes les terribles nécessités de la lutte sociale.

---

2 Luigi Cadorna (1850-1928), chef d'Etat-Major italien durant la guerre de 1914-1918.

3 Joseph Joffre (1852-1931), officier français.

4 Paul von Hindenburg (1847-1934), officier allemand. Plus tard président de la république allemande qui nommera Hitler comme chancelier.